

L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE DE L'ALCOOL : POURQUOI LES TAXES SUR L'ALCOOL SONT-ELLES ESSENTIELLES?



Qu'est-ce que l'accessibilité financière de l'alcool ?

L'accessibilité financière de l'alcool est une mesure de la capacité des consommateurs à acheter de l'alcool, qui varie en fonction du prix de l'alcool et du revenu des consommateurs. Une augmentation du prix de l'alcool signifie une réduction de l'accessibilité financière de l'alcool, et une augmentation du revenu des consommateurs entraîne une augmentation de l'accessibilité financière de l'alcool. La réduction de l'accessibilité financière de l'alcool est l'une des principales mesures de politique publique recommandées pour réduire la consommation d'alcool (1).

Comment réduire l'accessibilité financière de l'alcool ?



L'accessibilité financière de l'alcool peut être réduite en augmentant le prix relatif de l'alcool grâce à **la taxation de l'alcool et aux politiques de prix**.

Ces politiques sont des mesures de contrôle de l'alcool extrêmement efficaces en termes de coût (2).

Quels sont les avantages des taxes sur l'alcool ?



1. Lorsqu'elles sont bien conçues et mises en œuvre, les taxes sur l'alcool représentent une option politique gagnante pour tous car :

- a)** Elles réduisent la consommation de boissons alcoolisées, y compris chez les jeunes et les gros buveurs.
- b)** Elles réduisent les coûts sanitaires et sociaux de la consommation d'alcool tels que :
 - les dépenses directes de soins de santé,
 - les coûts de productivité.
- c)** Elles augmentent les revenus des gouvernements.

2. La réduction de l'accessibilité financière de l'alcool peut entraîner une réduction (1) :

- a)** de la consommation d'alcool et de la prévalence de la dépendance à l'alcool, ainsi que des maladies et des décès liés à l'alcool,
- b)** de la prévalence de la conduite en état d'ébriété et du nombre de traumatismes et de décès dus à l'alcool lors d'accidents de la route,
- c)** de l'initiation précoce à la consommation d'alcool chez les jeunes et de la consommation excessive d'alcool par la suite,
- d)** de la consommation

d'alcool et des problèmes liés à l'alcool chez les gros buveurs,

e) du nombre de suicides, de la violence et du nombre de nouveaux cas de maladies sexuellement transmissibles.

3. Les recettes provenant des taxes sur l'alcool peuvent potentiellement être consacrées à la prévention, au traitement, à la promotion de la santé et aux interventions de contrôle de l'alcool, compte tenu des considérations propres au contexte.

L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE DE L'ALCOOL : POURQUOI LES TAXES SUR L'ALCOOL SONT-ELLES ESSENTIELLES?

Quelle est l'option de politique fiscale la plus efficace ?

1. Les taxes d'accise sur les boissons alcoolisées sont des taxes appliquées spécifiquement aux boissons alcoolisées. Elles constituent les politiques les plus rentables pour prévenir les effets nocifs, réduire la consommation, ainsi que retarder et prévenir l'initiation à la consommation d'alcool par les jeunes.

2. La conception de la politique fiscale est cruciale. Les principaux éléments à considérer sont notamment les suivants :

a) Les taxes d'accise sur l'alcool peuvent être structurées comme une taxe spécifique basée sur la quantité, telle que le volume total du produit ou la quantité d'éthanol, ou comme une taxe ad valorem basée sur la valeur de la boisson alcoolisée (par exemple, le prix de détail du produit), ou comme une combinaison de taxes spécifiques et ad valorem.

b) Les taxes d'accise sur l'alcool peuvent, en outre, être structurées de manière uniforme (le même taux d'imposition s'applique à toutes les catégories de boissons alcoolisées) ou échelonnées (taux d'imposition échelonné en fonction du type de boisson alcoolisée et de sa teneur en éthanol).

c) La structure d'une taxe d'accise déterminera son impact ; par conséquent, elles devraient être élaborées et mises en œuvre sur la base d'objectifs stratégiques.

d) Les taxes d'accise sur l'alcool devraient s'appliquer à toutes les catégories de boissons alcoolisées afin de réduire ou d'éviter les substitutions.



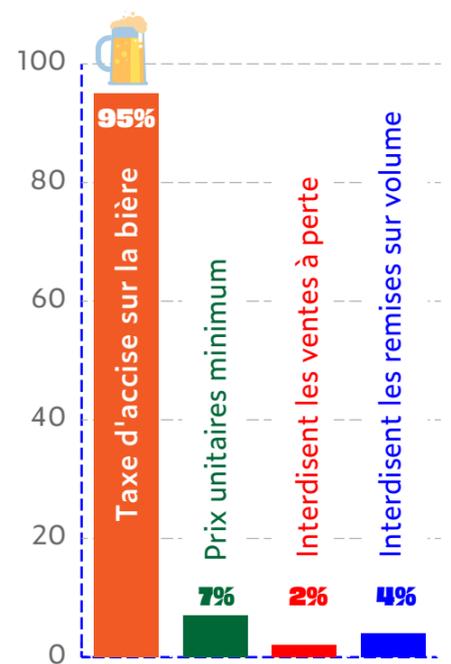
e) L'effet des politiques fiscales et de prix sur la consommation est influencé par l'élasticité-prix de la demande. L'élasticité-prix de toutes les boissons alcoolisées est d'environ -0,5, ce qui signifie qu'une augmentation de 10 % du prix de l'alcool entraînera une diminution de 5 % de la consommation d'alcool. Ces taux sont similaires pour les pays à revenu élevé, faible et intermédiaire (2), bien qu'il existe des variations selon le type de boisson et la culture liée à la consommation.

Options non fiscales efficaces en matière de politique des prix qui peuvent compléter les politiques fiscales

- Le prix minimum ou le prix unitaire minimum est le prix plancher minimum par boisson alcoolisée standard ou par unité d'éthanol (dans le cas du prix unitaire minimum) en dessous duquel le produit ne peut pas être vendu aux consommateurs.
- L'interdiction de la vente à un prix inférieur au coût signifie que les vendeurs ne peuvent pas fixer le prix en dessous de leur coût de revient pour attirer les consommateurs ou chasser les concurrents.
- La restriction des promotions sur

la vente signifie qu'il est interdit aux vendeurs d'utiliser des stratégies de marketing à rabais temporaires pour améliorer les ventes d'alcool (par exemple, les rabais à des heures ou pour des événements déterminés et les rabais sur volume).

▪ **Sur les 164 pays du monde entier ayant rapporté des informations, 95 % ont une taxe d'accise sur la bière, 7 % fixent des prix unitaires minimum, 2 % interdisent les ventes à perte et 4 % interdisent les remises sur volume (3).**



Considérations politiques clés

1. Les taux d'imposition devraient être augmentés périodiquement et au-delà de l'augmentation relative de l'inflation et de la croissance des revenus pour parvenir à une baisse continue de la consommation d'alcool et de ses effets nocifs.

2. Il est peu probable que l'augmentation des taux d'imposition augmente la consommation d'alcool non recensée si des mesures exhaustives de contrôle de l'alcool sont mises en œuvre simultanément pour lutter contre la production et la vente de produits alcoolisés illicites.

3. Les taux de taxation de l'alcool ne devraient pas faire l'objet d'une

réduction lors d'une récession ou dépression économique, car la prévalence de la consommation nocive d'alcool peut augmenter au cours de ces périodes.

4. Il est peu probable que l'augmentation des taux d'imposition nuise à l'économie (4) et les avantages pour la santé publique des politiques de tarification de l'alcool l'emportent de loin sur les désavantages économiques potentiels (2).

5. Les mesures concernant la taxe d'accise devraient être complétées par d'autres interventions politiques de contrôle de l'alcool propres à chaque pays et fondées sur des données probantes visant à réduire la consommation d'alcool.

Références

1. Organisation panaméricaine de la Santé. Policy brief: Alcohol taxation and pricing policies in the Region of the Americas. Washington, DC : OPS ; 2019. Catalogue avant publication. Disponible sur : <https://iris.paho.org/handle/10665.2/51530>.
2. Babor T, Casswell S, Graham K, Huckle T, Livingston M, Österberg E, et al. Alcohol: no ordinary commodity: research and public policy, 3rd edition. Oxford : Oxford University Press; 2022.
3. Organisation mondiale de la Santé. Global status report on alcohol and health 2018. Genève : OMS ; 2018. Disponible sur : <https://www.who.int/publications/i/item/9789241565639>.
4. Cesur R, Kelly IR. Who pays the bar tab? Beer consumption and economic growth in the United States. Economic Inquiry. 2014;52(1):477-494. Disponible sur : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/eicn.12048>.

OPS/NMH/MH/22-0025

© Organisation panaméricaine de la Santé, 2022. Certains droits réservés. La présente publication est disponible sous la licence **CC BY-NC-SA 3.0 IGO**.